

ZAÏRE : L'APPROVISIONNEMENT DES CENTRES URBAINS LA DEPENDANCE EXTERIEURE DE LUBUMBASHI ET DES CENTRES MINIERES DU SHABA MERIDIONAL

Jean FLOURIOT

Université de Technologie de Compiègne-Gradient.

L'Afrique est le continent qui connaît actuellement la plus forte croissance urbaine. Nous n'insisterons pas sur ce phénomène maintes fois décrit.

Le Zaïre est l'un des plus grands pays d'Afrique sub-saharienne.

35 % des 25 à 30 millions de zaïrois vivent dans des villes. 12 villes zaïroises ont une population supérieure à 100.000 habitants, trois d'entre elles dépassent 500.000 habitants dont la capitale, Kinshasa, qui groupe au moins 2,5 millions de personnes. Le taux moyen de croissance annuelle de la population urbaine est de 7,5 % se répartissant à peu près également entre le croît naturel et l'immigration d'origine rurale.

Dès 1973, il a été question dans les discours officiels de « l'indépendance du ventre ». L'agriculture a été proclamée « la priorité des priorités ».

La crise économique et financière a profondément bouleversé le Zaïre et imposé une situation nouvelle que nous tentons d'appréhender. Des études sont en cours sur Lubumbashi et Kinshasa. Nous nous proposons de lancer également une recherche sur Kisangani.

L'essentiel de cette communication présente les recherches en cours à Lubumbashi. Il nous paraît important cependant, de rappeler tout d'abord les études effectuées il y a une dizaine d'années. Elles constituent une excellente référence et permettent une mesure de l'évolution de la situation.

Des enquêtes « Budget-Consommation » ont été menées par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES) de l'Université

(*) Le cycle « Gestion Technique du Milieu Urbain » de l'Université de Technologie de Compiègne et le Centre d'Etudes Géographiques sur l'Afrique Noire de l'Université de Paris X Nanterre ont établi un programme de recherches coordonnées sur l'approvisionnement des villes au Zaïre. Ces recherches entrent dans un cadre plus général d'études sur les relations villes-campagne et le rôle des villes dans le développement du milieu rural.

Nationale du Zaïre et le Centre d'Etudes Démographiques de l'Université de Louvain sous la direction de J. Houyoux, qui faisaient apparaître l'importance des produits importés dans les consommations.

De ce point de vue, la situation a peu changé et cette situation limite nous a paru intéressante à observer à un moment où l'autosuffisance alimentaire devient un élément essentiel des politiques de développement.

LUBUMBASHI : SITUATION GEOGRAPHIQUE

Lubumbashi est située par 11°394 de latitude Sud et 27°284 de longitude Est, à une trentaine de kilomètres de la frontière Zaïre-Zambie, au cœur du continent africain. Cette position continentale est une des caractéristiques essentielles de la ville qui s'est développée et continue à vivre dans un contexte d'échanges internationaux très importants.

Actuellement, le principal moyen d'échange avec l'extérieur est la voie ferrée qui, à travers la Zambie et le Zimbabwe, rejoint les ports du Mozambique mais, surtout maintenant, d'Afrique du Sud. Cette liaison ferrée est doublée par un réseau routier entièrement asphalté ayant les mêmes points de passage et d'aboutissement.

Vers l'ouest, la liaison la plus courte avec l'océan Atlantique se fait également par voie ferrée, à travers l'Angola, jusqu'au port de Lobito. C'était, traditionnellement, la voie d'échange la plus utilisée. Depuis 1975, elle est fermée en raison de la guerre qui sévit en Angola.

Au nord, la voie ferrée permet d'atteindre le lac Tanganyika et, après les ruptures de charge nécessitées par la traversée du lac, le port tanzanien de Dar Es Salaam. Cette voie assure également une liaison nationale entre le Nord-Shaba relativement peuplé, et la zone urbaine de Lubumbashi et le Sud-Shaba.

Enfin, toujours par voie ferrée, Lubumbashi est reliée à l'ouest du Zaïre : Kinshasa, la capitale et le port de Matadi. Cette voie est entièrement nationale mais elle subit des ruptures de charge à Ilebo et Kinshasa, le transport entre ces deux points étant assuré par la navigation sur les fleuves Kasai et Zaïre. Cette voie assure également une liaison avec les plateaux du Kasai, relativement peuplés, d'où est originaire une partie de la population urbaine du Shaba.

Si le réseau de routes asphaltées est important et continu vers le sud, à travers la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, il est presque inexistant dans les autres directions. La route asphaltée se prolonge au-delà de Lubumbashi jusqu'à Kolwezi et permet une liaison d'assez bonne qualité avec les autres villes minières (Kolwezi, Likasi, Kipushi). Par contre, il n'existe pratiquement pas de possibilité de liaison routière avec le reste du Zaïre.

Enfin, Lubumbashi est équipée d'un aéroport international

capable de recevoir les avions gros porteurs mais n'ayant de liaisons régulières qu'avec Kinshasa et les principales villes du Zaïre.

Ainsi, Lubumbashi apparaît comme une ville continentale à la limite sud-est du pays, beaucoup mieux reliée à l'extérieur qu'à l'intérieur du Zaïre.

Le fonctionnement actuel des infrastructures privilégie les mouvements vers le sud, sur l'axe Zambie, Zimbabwe, Afrique du Sud. Cet axe est le seul qui combine deux moyens de transport parallèles et de qualité équivalente : la route et la voie ferrée. Le système ferré est, dans son ensemble, rigide et d'exploitation difficile. Sur cet axe sud, où il fonctionne en continuité, il est cependant plus efficace que sur les autres, rompus par les ruptures de charge.

La route ne joue encore qu'un rôle limité mais, semble-t-il en développement, qui devrait renforcer l'attractivité de l'axe sud.

La faiblesse du système de liaisons internes face aux multiples capacités de liaisons externes, même si celles-ci sont aujourd'hui moins performantes que jadis, s'explique aisément par l'histoire du développement urbain du Sud-Shaba.

Relativement lente jusqu'au début de la seconde guerre mondiale, l'extension de la ville est très rapide jusqu'à la fin des années 70. Elle semble actuellement moins forte, au moins en ce qui concerne l'extension spatiale.

En 1973, la population est estimée à 433 000 habitants.

Sur la période 1960-70, le taux de croissance annuel apparaissait de 6,8 %. Entre 1970 et 1973, on peut l'estimer à 10,8 %. Cette croissance est tout-à-fait admissible, d'importants investissements étant alors effectués dans l'industrie minière, moteur de l'économie régionale.

Celle-ci devrait ressentir très fortement les contre-coups de la crise économique mondiale. A partir de 1974, le taux de croissance annuel revient autour de 6 %. H.T. Lootens estime à 680 000 habitants la population lushoise au début de 1980, sur la base d'enquêtes par sondage (1/10, 1/20) dans les divers quartiers de la ville. Les contrastes sont importants entre les zones périphériques d'extension rapide (9 à 11 %) et les quartiers centraux en croissance très lente (inférieure au taux de croissance naturel).

Une enquête effectuée en 1984 par H.T. Lootens et Le Beau en cours d'exploitation, montrerait un très fort ralentissement de la croissance démographique.

Nos enquêtes concernant les apports vivriers portent sur la période juillet 1982 - juillet 1983. Sur les bases indiquées plus haut, on peut estimer à 800 000 habitants la population lushoise à ces dates.

LES ETUDES ANTERIEURES

On examinera ici deux études antérieures, dont l'une, l'étude sur les

budgets ménagers de 1973, servira pour la définition d'une situation de référence et l'autre, l'étude sur les apports par voie routière de 1980, sera utilisée comme source d'information pour l'estimation d'une partie des apports actuels des produits vivriers.

La situation en 1973

On a déjà largement utilisé ces travaux dans la présentation démographique de la ville. L'essentiel en est l'étude de consommation et de budget. 60 % des dépenses concernaient la consommation alimentaire, le reste étant réparti de façon à peu près égale entre l'habillement, le logement et les divers. L'enquête distinguait six niveaux économiques. Pour tous, la nourriture est le premier poste de dépense, sa part dans le budget évoluant de 51,2 % à 77,9 %. Elle reste grande quelque soit le niveau économique des ménages.

La nourriture de base est le bukari, composé de maïs, de manioc et d'eau. Il se mange avec des légumes, du poisson ou de la viande, accompagné de sauce et de condiments. On ne s'étonnera donc pas que les céréales représentent le principal poste de consommation, suivi des féculents. Les autres postes importants sont les légumes et le poisson, ceux-ci fournissant la plus grande partie des protéines animales.

QUANTITÉS MENSUELLES CONSOMMÉES PAR PERSONNE
ET POUR L'ENSEMBLE DE LA SOUS-RÉGION DE LUBUMBASHI

Postes	Quantités consommées		%
	par personne en grammes	pour la sous-ré- gion en tonnes	
1) Céréales	6 587	2 851,5	44,6
2) Féculent	2 085	872,3	13,6
3) Sucre	369	159,7	2,5
4) Légumineuse	406	175,8	2,8
5) Noix	1	0,4	—
6) Légumes	1 543	668,0	10,4
7) Fruit	303	131,2	2,1
8) Poisson	1 390	601,7	9,4
9) Viande	774	343,7	5,4
10) Lait	537	232,5	3,6
11) Huile	730	316,0	4,9
12) Condiment	109	47,2	0,7
Total	14 784	6 400,0	100,0

J. HOUYOUX, Y. LECOANET : Lubumbashi, — Budgets ménagers — Habitat. Site B.E.A.U. 1973.

Cette base alimentaire est typiquement traditionnelle. Du point de

vue nutritionnel, il apparaît une insuffisance en calories, en calcium, en vitamines B1, B2 et PP.

L'étude se bornait aux consommations et n'apportait aucun renseignement sur l'origine des produits consommés. Rappelons que, du point de vue alimentaire, Lubumbashi et toute la région minière ont toujours dépendu d'autres régions zaïroises et de l'étranger. En 1973, l'essentiel du maïs consommé du Shaba est fourni par l'étranger.

Les apports routiers en 1980

En mars 1980, le Département de Géographique de l'Unaza a réalisé une enquête sur les relations de Lubumbashi avec la région environnante.

Les conditions de cette enquête laissent supposer une sous-estimation des apports.

On devra tenir compte de ces réserves dans les estimations qui seront faites plus loin. Cependant, l'image des relations de la ville avec les régions avoisinantes qui est donnée par ce travail est du plus haut intérêt. En effet, il est essentiel de saisir d'une façon ou d'une autre, les multiples mouvements qui se font entre la ville et sa périphérie immédiate car, pour certains produits, tels les fruits et légumes, ils représentent l'essentiel de la consommation urbaine.

LES APPORTS EXTERIEURS : SOURCES D'INFORMATION

En matière d'importation, les statistiques douanières constituent la principale source d'information. Au Zaïre, les douanes sont organisées sous la forme d'un Office National : l'Office des Douanes et Accises (O.F.I.D.A.). Celui-ci dispose de bureaux régionaux et locaux. Au Shaba, les importations de Lubumbashi sont traitées par le bureau de Lubumbashi. Nous avons pu dépouiller l'ensemble des déclarations faites pour les années 1980, 1981, 1982 et les six premiers mois de 1983.

La GECAMINE dispose de son propre service de dédouanement. Les déclarations portent les mêmes renseignements et sont classées selon le lieu de dédouanement, ce qui permet d'isoler les produits destinés à être traités par le bureau de Lubumbashi.

Les renseignements que l'on peut retirer de ces documents douaniers sont soumis à deux biais contradictoires. D'une part, comme tous les documents douaniers, ils peuvent entraîner une sous-estimation des apports, les importateurs ayant toujours tendance à minorer leurs déclarations.

Une telle attitude est encouragée par la désorganisation administrative du Zaïre. D'autre part, il n'est pas possible de déterminer à partir de ces documents, le lieu de consommation effectif des produits importés. Le bureau OFIDA de Lubumbashi concerne, non seulement Lubumba-

shi, mais également Likasi et Kipushi, villes voisines de la capitale du Shaba. On a effectué un certain tri en ne retenant que les déclarations d'entreprises situées à Lubumbashi. Mais il y a bien évidemment, des réexpéditions pour lesquelles nous ne disposons pas, pour le moment, de moyens d'évaluation.

Les apports extérieurs peuvent être également appréhendés par les transports. L'enquête de 1980 a montré la faiblesse du trafic routier. Il n'y avait alors pas plus de 500 mouvements journaliers de véhicules à moteur à l'entrée de Lubumbashi, dont seulement 200 camions et camionnettes. Des comptages effectués en 1973, recensaient 2,5 fois plus de camions. On touche ici de très près à l'une des conséquences de la crise économique et financière qui touche le Zaïre : l'impossibilité de renouveler et même d'entretenir son parc de transport automobile.

Cependant, c'est surtout par voie ferrée que sont effectués les transports vers Lubumbashi, que les produits viennent de l'étranger ou du Zaïre. Le réseau ferré est exploité par la Société Nationale des Chemins de Fer du Zaïre (S.N.C.Z.).

Depuis le début de 1983 est effectué un relevé mensuel des échanges entre les 20 principales gares du réseau. Celui-ci est insuffisant pour notre recherche, beaucoup de produits agricoles étant embarqués dans de petites gares, certaines d'entre elles prenant d'ailleurs une importance particulière au moment des récoltes.

Aussi, a-t-il été nécessaire de revenir aux renseignements de base indiquant gare par gare, les quantités chargées et la destination. Ce travail a pu être réalisé pour 10 produits principaux pour la période juillet 1982-juin 1983.

Ainsi donc, notre estimation des apports de produits vivriers à Lubumbashi s'appuie sur les bases statistiques suivantes :

- les déclarations enregistrées à l'OFIDA pour les produits importés, à l'exclusion de ceux importés par la GECAMINE,

- les déclarations effectuées par la GECAMINE pour ses propres importations,

- les statistiques mensuelles de la S.N.C.Z. pour les apports d'origine nationale transportés par voie ferrée,

- les observations effectuées en 1980 sur les voies routières par le Département de Géographie de l'U.N.A.Z.A. et publiées dans la revue *Géo-Eco-Trop*. N° 4 — 1980 : l'actualisation de ces observations a été faite selon l'hypothèse que ces apports, d'origine locale ou régionale, se sont développés au même rythme que la population.

Tous ces renseignements ont été recueillis pour la période juillet 82 — juin 83, couvrant une campagne agricole. Il nous a semblé, en effet, plus intéressant d'envisager cette période plutôt que l'année civile, bien que la plupart des statistiques officielles soient données sur celle-ci. L'approvisionnement est tributaire des variations saisonnières et il existe une relation entre les importations et la production locale, les insuffisances de celle-ci déterminant, partiellement, celles-là.

Enfin, un certain nombre de recoupements et de vérifications

partiels ont pu être effectués concernant les importations auprès des transitaires et des plus importants consommateurs (brasserie, minoteries). Les informations ainsi recueillies ont permis de s'assurer de la fiabilité des sources de renseignements utilisées. Il ne semble pas, pour les produits principaux (maïs surtout), que la sous-estimation soit supérieure à 10-15 %.

De telles vérifications n'ont pu être accomplies pour les produits locaux où il apparaît que la sous-estimation des apports est très importante. Il faudra, pour ces apports, envisager des systèmes d'enquête complémentaires. Les marchés étant le point de passage de toute la partie commercialisée, c'est par eux que l'on pourra améliorer nos connaissances.

LES APPORTS VIVRIERS A LUBUMBASHI : ESTIMATION

Le tableau ci-joint reprend des données acquises sur les apports vivriers pour la période juillet 1982-juin 1983.

Le maïs

L'importance prépondérante du maïs apparaît immédiatement. Maïs et farine de maïs comptent pour plus de 130 000 tonnes et 60 % du tonnage vivrier introduit à Lubumbashi. Ce n'est pas étonnant puisque l'alimentation traditionnelle est à base de maïs. On notera immédiatement que pour ce produit essentiel, les apports d'origine étrangère sont très prépondérants : 77 % du total ; 80 % des importations de cette période sont venues du Zimbabwe, le reste de République Sud Africaine (R.S.A.).

Depuis 1969, ces importations ont doublé en volume, en provenant toujours de ces deux pays mais en proportions variables. La plupart des importations sont effectuées par la GECAMINE, propriétaire de la Minoterie de Kankontwe (Minoka), la plus importante du Shaba.

La plupart des apports locaux sont acheminés par la voie ferrée. En effet, c'est le Nord Shaba qui assure l'essentiel de la production locale commercialisée, dans les zones de Nyunzu et Kongolo. 23 000 tonnes de maïs local ont été ainsi transportées à Lubumbashi, où elles sont en grande partie traitées par la Minoterie Tarica (production annuelle de 10 à 15 000 tonnes). Mais il ne reste au Shaba qu'une petite partie de la production de cette usine qui participe très activement à l'approvisionnement de la Miba, au Kasai.

L'essentiel des apports en maïs sont faits sous forme de grain. Les importations de farine sont estimées à 400 tonnes et les apports locaux à 1 500 tonnes. La Zambie est le fournisseur quasi exclusif de farine

TABLEAU 1. APPORTS VIVRIERS À LUBUMBASHI (juillet 82 — juin 83).
en tonnes

	Mais	Farine Mais	Manioc	Farine de manioc	Riz	Farine de froment	Malt	Huile	Huile de palme	Sucre	Bétail	Viande frais	Viande cs & cg	Poisson frais	
Importations	103 003	399	—	—	1 563	2 131	3 128	513	—	3 256	26	666	168	46	
Apports locaux	28 969	1 520	8 855	1 664	3 650	13 165	—	—	8 711	1 078	1 901	—	—	1 887	
Total	131 972	1 919	8 855	1 664	5 213	15 296	3 128	513	8 711	4 344	1 927	666	168	1 933	
	Poisson s/sé	Poisson cs	Lait	Produit laitier	Tomates cs	Autres cs	Fruits frais	Fruits cs	Boissons	Vivres, légumes	Autres		Sel		Total
Importations	444	512	1 248	242	274	76	361	17	552	666	580		13 883		133 586
Apports locaux	4 500	—	550	—	—	—	—	—	—	4 329	—		—		80 853
Total	4 944	512	1 798	242	274	76	361	17	512	4 995	580		13 883		214 439

cs = conserve

cg = congelé

sl = salé

sé = séché

TABLEAU 2. ORIGINE DES IMPORTATIONS.

Import 82/83	Maïs	Farine de Maïs	Rlz	Farine de Froment	Malt	Huile	Sucres	Bétail	Viande fr	Viande cs & cg	Poisson frais	Poisson sl/sé	Poisson cs	Lait
R.S.A.	21 842	51	1 554	2 115	—	487	1 919	—	44	114	3	416	384	563
Zimbabwe	81 145	—	—	12	2 513	25	1 153	26	462	21	—	26	—	—
Zambie	16	348	1	—	28	—	26	—	—	—	43	—	—	5
Autres	—	—	8	—	—	—	121	—	—	25	—	—	—	—
Afrique	—	—	—	4	587	1	37	—	60	8	—	2	—	664
Europe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128	16
Autres pays	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	103 003	399	1 563	2 131	3 128	513	3 256	26	666	168	46	444	512	1 248
	Prod. lait.	Tomates cs	Autres cs	Fruits frais	Fruits cs	Boissons	Fibres fruits et légumes	Autres		Sel		Total		
R.S.A.	215	246	71	341	17	503	625	382		13 446		45 338		
Zimbabwe	—	14	—	20	—	9	14	76		122		85 638		
Zambie	—	7	—	—	—	—	27	1		—		502		
Autres	—	—	5	—	—	—	—	—		315		474		
Afrique	—	—	—	—	—	—	—	—		—		1 490		
Europe	27	7	—	—	—	—	—	93		—		144		
Autres pays	—	—	—	—	—	—	—	—		—		—		
Total	242	274	76	361	17	512	666	552		13 883		133 586		

cs = conserve
cg = congelé
sl = salé
sé = séché

importée. Une partie importante des apports locaux pourrait également être comptée comme importations.

Le marché clandestin de la farine est en effet très actif et même des sociétés importantes y font parfois appel pour assurer l'approvisionnement de leurs travailleurs. Il est très difficile à estimer. Le seul indice de son importance que nous ayons est une indication selon laquelle le stock en cité serait de l'ordre de 30 000 sacs (1 800 tonnes) ; sa rotation serait de deux semaines pendant six mois de l'année. A partir de ces renseignements, il ne nous semble pas que le marché clandestin puisse être de beaucoup supérieur à 15 000 tonnes pendant la période considérée.

La farine de froment

Le deuxième poste d'apport est la farine de froment, qui apparaît pour 15 300 tonnes, soit 7 % des apports vivriers. La farine de froment a été comptabilisée comme apport local car elle est produite par une usine située dans l'ouest du Zaïre, à Matadi, la Midema. En réalité, il s'agit bien d'un produit d'origine extérieure. L'importation se fait sous forme de blé qui est transformé sur place.

Le riz

Le riz est la seule céréale pour laquelle les apports locaux sont supérieurs aux importations. Celles-ci ne représentent que 30 % des apports sur un ensemble, il est vrai restreint, par rapport au maïs et au froment. Les importations de riz sont presque uniquement le fait de la GECAMINE.

Les apports locaux sont originaires du Nord Shaba, et particulièrement de la vallée du Fleuve Zaïre entre Kabalo et Kindu.

Le manioc

La totalité du manioc est fournie par les apports locaux. Manioc et farine de manioc représentent plus de 10 000 tonnes/an. C'est moins que la farine de froment. Une grande partie du manioc est apportée par voie ferrée, les chargements se faisant tout au long des lignes, tout au long de l'année et en petites quantités unitaires. Dépendant uniquement du système de production traditionnel, le manioc devient un produit relativement rare et cher. Les villes minières sont éloignées des zones productrices et le manioc ne représente qu'une faible part des consommations alimentaires.

L'huile de palme

C'est la principale forme de consommation des corps gras.

Les apports annuels dépassent 8 000 tonnes. Les zones de production sont éloignées des villes minières : Bandundu, Equateur, Haut-

Zaire, certaines zones du Nord Shaba. Une part importante de la production provient de plantations industrielles, la production artisanale au Zaire étant partout en régression.

Une partie seulement des apports est destinée à la consommation directe. L'huile sert de matière première pour la savonnerie, la fabrication des lessives et de quelques produits alimentaires.

Autrefois exportateur d'huile de palme, le Zaire a vu peu à peu sa production absorbée par le marché intérieur.

Les importations d'huile sont peu importantes (500 tonnes) et ne concernent que marginalement les consommateurs nationaux.

Le sucre

Les apports enregistrés sont de 4 350 tonnes pour la période étudiée. Les 3/4 sont en provenance de l'étranger, essentiellement Afrique du Sud et Zimbabwe. Quelques autres producteurs africains apparaissent épisodiquement (Malawi). Il existe un important marché clandestin du sucre à partir de la Zambie. Les achats se font en quantités unitaires relativement restreintes sur les marchés frontaliers. Le sucre est revendu au détail sur les marchés de Lubumbashi. La plus grande partie de ce qui est comptabilisé comme apports locaux provient, en fait, de ce marché clandestin.

Le poisson

Le poisson est, traditionnellement, la principale forme de consommation des protéines animales au Shaba. Il se présente sous divers aspects : poisson frais, poisson salé ou séché, poisson en conserve. Les apports extérieurs en poisson frais, salé ou séché sont peu importants.

Le lait et les produits laitiers

Les apports en lait et produits laitiers sont estimés à 2 000 tonnes dont 70 % sont des importations. Il existe une production laitière locale dans quelques fermes encore actives à la périphérie de Lubumbashi. Cette production est traitée dans une usine laitière aux installations vétustes.

Les fruits et les légumes

90 % des apports sont d'origine locale et les enquêtes menées sur les accès routiers de Lubumbashi ont montré que c'était la périphérie même de la ville qui assurait ces fournitures. Les importations portent sur quelques produits spécifiques : les pommes de terre, les oignons et quelques fruits frais (agrumes, pommes principalement). Les conserves ne représentent que de faibles tonnages. On a distingué les apports de

tomate et de purée de tomate qui sont une consommation populaire urbaine. Elles proviennent presque totalement d'Afrique du Sud.

Les données de base sur lesquelles s'appuie notre estimation ne permettaient pas de distinguer les fruits frais dans les apports locaux ; ils sont confondus avec les légumes.

Les autres produits

On a indiqué dans le tableau récapitulatif quelques autres produits :

— les boissons — Il s'agit essentiellement de vins, d'alcools et de liqueurs en provenance d'Afrique du Sud.

— le malt a été comptabilisé car il est la matière première de la bière, boisson principale des populations urbaines. Il est surtout importé du Zimbabwe.

— les autres produits sont très divers : aliments pour bébés, sauces, potages en sachets, céréales, etc. importés en petite quantité et le plus souvent, pour la consommation de la population étrangère.

*

**

L'analyse de l'ensemble des apports montre la très forte prépondérance de quelques aliments de base ; céréales (maïs, riz, froment), manioc et huile de palme. Les protéines animales sont essentiellement fournies par le poisson.

Sauf pour le manioc et le riz, la dépendance extérieure est très forte. Cette dépendance se manifeste vis-à-vis d'un petit nombre de pays, presque exclusivement le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

C'est une situation tout-à-fait compréhensible. Ces deux pays disposent d'une agriculture à haute productivité et le Shaba leur est relié par un réseau de communication au fonctionnement relativement satisfaisant. Ainsi, pour 60 % environ du total des approvisionnements et pour ses denrées les plus essentielles, les villes du Shaba dépendent de l'étranger.

Les apports locaux ne sont cependant pas négligeables malgré un environnement rural peu dense.

Le développement de la culture du maïs, surtout dans le Nord Shaba, tend à relativiser un peu les importations bien que le développement de cette culture nécessite des apports extérieurs : semences et engrais. Le riz est une production locale.

La viande et le poisson sont entièrement fournis par la production locale et il existe dans ce domaine un fort potentiel de développement. Cependant, les difficultés de transport et de conservation exigent le salage du poisson et le sel est une denrée entièrement importée. Son utilisation lie donc la production locale à une dépendance extérieure.

Il en est de même de la bière, production locale liée à l'importation du malt et aussi ... des bouchons métalliques.

La dépendance extérieure apparaît donc forte et s'exerce dans des domaines essentiels.

LA CONSOMMATION

Il est difficile d'évaluer les consommations par rapport à cette estimation des apports. En effet, pour certains des produits recensés, Lubumbashi est un centre de redistribution et les apports constatés concernent une population plus large que celle de la ville.

On a tenté une approche de cette question en évaluant, pour divers niveaux de population actuelle, ce que seraient les consommations sur la base des enquêtes de 1973.

Les niveaux de population retenus sont les suivants

- 800 000 habitants : Lubumbashi,
- 1 000 000 habitants : Lubumbashi, Likasi, Kipushi,
- 1 500 000 habitants : l'ensemble de la population urbaine du Sud Shaba.

La comparaison entre consommation probable et apports montre des discordances importantes qui ne sont pas toujours explicables.

Les céréales et le manioc

Les apports en maïs concernent, pour les importations, l'ensemble de la population des villes minières du Shaba. Les apports locaux sont sous-estimés d'environ 25 000 tonnes, ne tenant pas compte de la production locale du C.E.P.S.E. (dépendant de la Gécamine). En considérant 15 000 tonnes d'apports clandestins, l'ensemble des apports est donc probablement voisin de 170 000 tonnes. Si l'on tient compte d'environ 40 000 tonnes de réexpédition vers le Kasai, on se trouve devant une consommation probable de 130 000 tonnes pour l'ensemble urbain du Sud Shaba, soit 1,5 million d'habitants.

Ce chiffre est supérieur de 30 % à l'estimation établie sur la base de l'enquête 1973. Il laisse donc supposer une augmentation de la consommation unitaire de maïs. Ceci ne serait pas étonnant, l'enquête de 1973 faisant apparaître une carence en calories, celles-ci étant principalement fournies par les céréales. On assisterait donc, au cours des dix dernières années, à une certaine amélioration nutritionnelle. La ration reste cependant faible : 86 kg par tête et par an. Si l'on ajoute les consommations de riz et de froment, également en augmentation, et

CONSOMMATION VIVRIÈRE

Produit en t	Consommation annuelle pour les niveaux de population			Evaluation des apports
	0,8 Mh	1 Mh	1,5 Mh	
				1982-83
Maïs	50 995	63 744	95 616	130 891
Riz	2 323	2 903	4 356	5 213
Froment	7 776	9 720	14 580	15 296
Manioc	17 366	21 708	32 562	10 519
Sucre	3 427	4 284	6 426	4 344
Huile de palme	6 115	7 644	11 466	8 711
Autres huiles	893	1 116	1 674	513
Poissons frais	5 357	6 696	10 044	1 933
Poissons salés	7 718	9 648	14 472	4 944
Poissons conserve	259	324	486	512
Viande fraîche	6 403	8 004	12 006	2 266
Viande conserve	144	180	270	168
Lait	5 117	6 396	9 594	1 798
Légumes	18 720	23 400	35 100	4 995
Fruits frais	2 909	3 636	5 454	361

concernant le même ensemble de population, on arrive à 100 kg de céréales par tête et par an.

Ce n'est encore que le tiers ou la moitié, de ce que devrait être la ration, étant donnée l'importance prépondérante des céréales dans le bol alimentaire.

Sur la base d'une ration annuelle de 250 kg par personne, la consommation potentielle des villes du Shaba est de 375 000 tonnes. Il y a donc une demande non satisfaite de l'ordre de 150 000 tonnes et l'on comprend l'importance du mouvement de plantation qui s'est déclenché dès que le niveau des prix intérieurs est apparu suffisamment rémunérateur pour les producteurs. Sur la base de rendements d'environ 3,5 à 4 tonnes/ha, en culture modernisée, c'est 35 à 40 000 ha supplémentaires qui devraient être mis en culture dans les années qui viennent. On verra plus loin que c'est un objectif admissible, si le dynamisme actuel des producteurs est soutenu.

Le sucre

Tels qu'enregistrés, les apports de sucre sont destinés à l'ensemble de la population urbaine du Sud Shaba. Ils laissent apparaître un fort déficit. Cette constatation doit être corrigée par le fait que, avec la farine de maïs, le sucre est la principale denrée à circuler sur le marché clandestin.

Une partie du déficit peut cependant être mis en rapport avec la

réduction des disponibilités financières. Comme il n'existe aucune production locale ou artisanale, le marché du sucre est, en effet, totalement « commercial » et très sensible.

Les huiles

C'est l'huile de palme, produit national, qui fournit l'essentiel de la consommation du Shaba. La production se fait surtout dans les régions éloignées : Bandundu, Haut-Zaïre, Equateur, mais également, pour une faible part, dans le Nord-Shaba. Les apports enregistrés concernent probablement une population de 1 million d'habitants. On observerait une légère augmentation ou le maintien de la consommation.

Par contre, on constate une diminution marquée des apports en autres huiles, celles-ci étant totalement importées. Ici encore, le prix élevé du produit joue un rôle de frein. On peut également mettre en cause la réduction de la population étrangère d'origine européenne qui est la principale consommatrice des huiles importées.

Le Zaïre dispose d'une importante capacité de production dominée par le palmier mais comprenant également le coton et l'arachide comme matières premières. Il existe à Lubumbashi des installations de traitement fonctionnant actuellement à un rythme très ralenti du fait des difficultés d'entretien de l'outil industriel mais également en raison d'un approvisionnement insuffisant.

Le poisson

Les apports en poisson apparaissent très largement inférieurs à l'estimation de consommation basée sur l'enquête de 1973. Les apports ici comptés concernent uniquement Lubumbashi et se font presque exclusivement par voie routière.

La baisse est particulièrement sensible pour le poisson frais. La cause principale de cette diminution d'apport est la déféctuosité du système de transport. En effet, le transport du poisson frais nécessite un réseau routier en bon état et des véhicules en ordre de fonctionnement. Ni l'une, ni l'autre de ces conditions ne sont actuellement réunies.

Ces mauvaises conditions de transport ont d'ailleurs entraîné chez les producteurs un développement marqué de la conservation par salage ou séchage. Cette réorientation n'apparaît pas au niveau des apports. Cependant, il faut remarquer qu'en 1973, le poisson salé/séché consommé à Lubumbashi était, pour une large part, importé. Ces importations sont allées en diminuant et ne représentent plus que 9 % de la consommation. Importé ou local (mais on a vu plus haut qu'il

incorpore une part d'importation par le sel), le poisson salé/séché est un produit coûteux et sa consommation est sensible aux difficultés économiques.

Les apports de poisson en conserve sont le fait de la GECAMINE et intéressent l'ensemble de la zone urbaine du Sud Shaba. Ils correspondent donc à une population de 1,5 millions d'habitants. Ici, on ne remarque pas de distorsion sensible entre apports et consommation.

La viande

Les apports en viande fraîche sont à comparer à la consommation de la seule agglomération lushoïse. Le déficit est considérable. Il tient à la fois à la faiblesse des apports dont on a vu plus haut qu'ils ont souffert de la mauvaise gestion de certains élevages et aux difficultés économiques qui rendent difficile l'achat des produits à prix élevé. Le déficit est également sensible pour les conserves de viande.

En ce cas, les apports concernent tout l'ensemble urbain et ne représentent qu'un peu plus de la moitié de la consommation estimée sur la base de 1973.

Le prix élevé du produit reste la meilleure explication de la diminution constatée.

Le lait

Les apports extérieurs sont prépondérants et sont destinés à toute la zone urbaine du Sub-Shaba. Si l'on exclut la production locale qui concerne seulement la ville de Lubumbashi et se présente sous forme de lait frais, le déficit apparaît considérable.

Ici encore, il semble que les difficultés économiques sont à la base d'une très importante réduction de la consommation. Le lait en poudre a pratiquement disparu des étals des marchés et les importations ne sont plus le fait que de la GECAMINE.

Légumes et fruits frais

Les apports considérés concernent la seule ville de Lubumbashi. Ces deux postes sont ceux où l'écart est le plus marqué entre l'évaluation des apports et celle de la consommation. Il faut rappeler que l'essentiel des approvisionnements est constitué d'apports locaux. Ceux-ci proviennent pour la plupart de la zone proche de la ville et ont été estimés à partir de l'enquête sur les circulations et les apports en 1980. Ces apports dépendent uniquement d'une production traditionnelle locale et il n'y a aucune raison « technique » de baisse importante de la production. C'est l'un des seuls postes étudiés où il devrait y avoir un ajustement

« mécanique » de l'offre et de la demande. Aussi, pensons-nous qu'il y a ici une sous-estimation sensible des apports, ceux-ci empruntant des circuits difficiles à contrôler par l'enquête.

La dépendance extérieure serait relativement faible dans ce domaine. On doit cependant noter qu'elle se manifeste pour quelques denrées précisément connues :

— les pommes de terre et les oignons, achetés par la GECAMINE en Afrique du Sud,

— les agrumes, les poires et les pommes également achetés saisonnièrement en Afrique du Sud.

*

**

La comparaison entre l'estimation des consommations, basée sur les enquêtes de 1973, et l'évaluation des apports 1982-1983, laissent supposer quelques transformations du régime alimentaire des populations urbaines du Shaba méridional.

Il semble que la consommation céréalière par tête (essentiellement le maïs) ait augmenté. Ceci serait logique dans la mesure où l'enquête de 1973 montrait le déficit en calories, celles-ci provenant surtout des céréales. Cependant, le niveau de consommation reste bas et inférieur aux besoins.

Les difficultés économiques entraînent une réduction du pouvoir d'achat qui, dans le domaine alimentaire, a pour conséquence une diminution marquée de la consommation des protéines d'origine animale. Il y a de ce fait un appauvrissement incontestable d'un régime alimentaire, déjà peu abondant et mal équilibré.

ASPECTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Les aspects économiques et financiers ne seront abordés ici que de façon superficielle. Les renseignements réunis sont lacunaires et ne permettent pas de tracer une évolution.

Jusqu'à la libéralisation des prix agricoles et à la dévaluation de juillet 1983, il était plus intéressant pour les grands organismes zairois d'acheter à l'étranger. En effet, la tonne de maïs importée, rendue à Sakania, revenait à 310 \$ environ, alors que le maïs local, rendu par rail au Nord Shaba, était payé 3 500 Z la tonne, soit 588 \$ au taux de change officiel. La dévaluation ramenait à 117 \$ la valeur de la tonne produite localement.

LE DYNAMISME DE LA PRODUCTION LOCALE

On entend ici, sous le terme production locale, non seulement celle

de la zone proche des centres urbains, mais également, celle du Nord Shaba, amenée par voie ferrée aux minoteries de la région minière.

Deux types de production se développent actuellement :

— Une production mécanisée dans le cadre d'une société agricole dont les capitaux sont détenus, pour le moment, par la GECAMINE. Ce capital est potentiellement ouvert à d'autres investisseurs.

— Une production « traditionnelle » par des petits agriculteurs, suivant des méthodes manuelles, se développant par elle-même ou à l'aide d'un encadrement.

Les deux systèmes ne sont pas sans lien entre eux, l'intensification de la production nécessitant l'apport de semences sélectionnées et d'engrais, jusqu'à présent fournis de l'étranger.

URBANISATION ET DEPENDANCE ALIMENTAIRE

L'histoire de Lubumbashi en a fait un centre urbain dépendant d'apports lointains pour son approvisionnement. A l'origine de la ville, le traitement industriel de produits miniers destinés à l'exportation établi dans un désert démographique, oblige à des relations lointaines, nationales ou internationales. Le développement urbain, la diversification des fonctions n'ont pas atténué cette dépendance initiale. En effet, bien que la ville se soit entourée, après la Seconde Guerre mondiale, d'une ceinture d'exploitations agricoles modernes, la grande masse de sa consommation alimentaire, le maïs, provenait de régions lointaines mais nationales.

La dégradation de la situation intérieure a rendu ces mouvements de plus en plus aléatoires, en même temps que la politique financière favorisait les mouvements d'achats à l'extérieur. La dépendance extérieure pour les produits de base était totale au milieu des années 70.

Actuellement, on observe une reprise d'approvisionnement à partir de la production nationale. Celle-ci est localisée dans des régions lointaines mais également, et c'est un fait nouveau, dans la zone rurale proche de la ville.

Ce dernier mouvement est d'origine urbaine. Que ce soit pour l'exploitation individuelle de petite dimension ou pour les grands ensembles agro-industriels, les idées, les hommes, les financements proviennent du milieu urbain.

L'organisme urbain ressent maintenant très fortement la nécessité de se doter d'une assise rurale indispensable à sa simple survie.

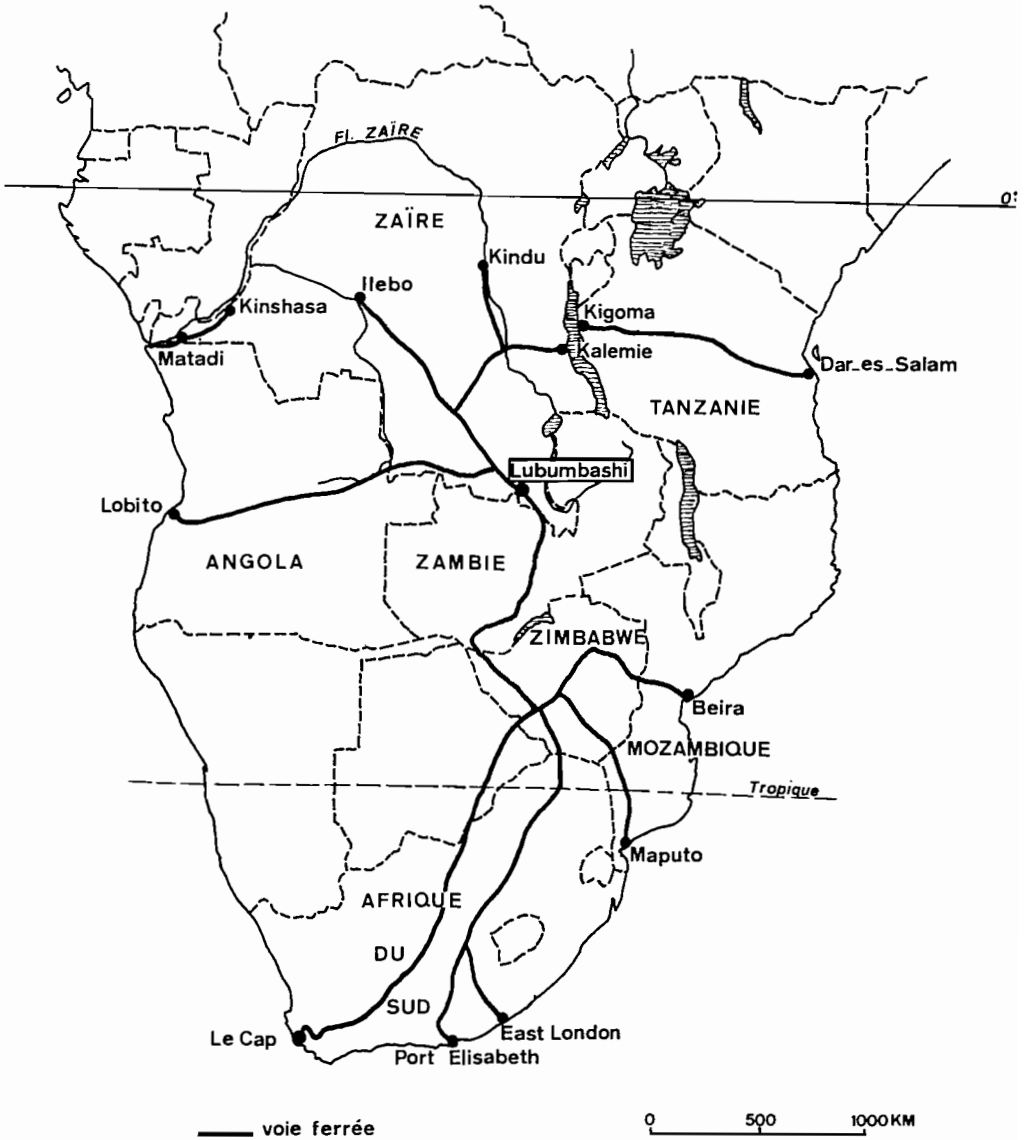
Mais, dans l'état actuel des choses, cela n'amène pas une diminution de la dépendance internationale. Le déficit de production est tel que la nouvelle production locale tend seulement à en combler une partie. L'amélioration nécessaire des conditions d'alimentation obligera encore longtemps à des importations alimentaires maintenues à peu près au

niveau actuel. De plus, le développement de la production locale entraîne des nouveaux apports extérieurs : engrais, semences. Il ne paraît guère possible d'envisager avant longtemps, une production nationale d'engrais. Par contre, il est certainement possible de développer une production locale de semences et des projets dans ce sens commencent à être étudiés.

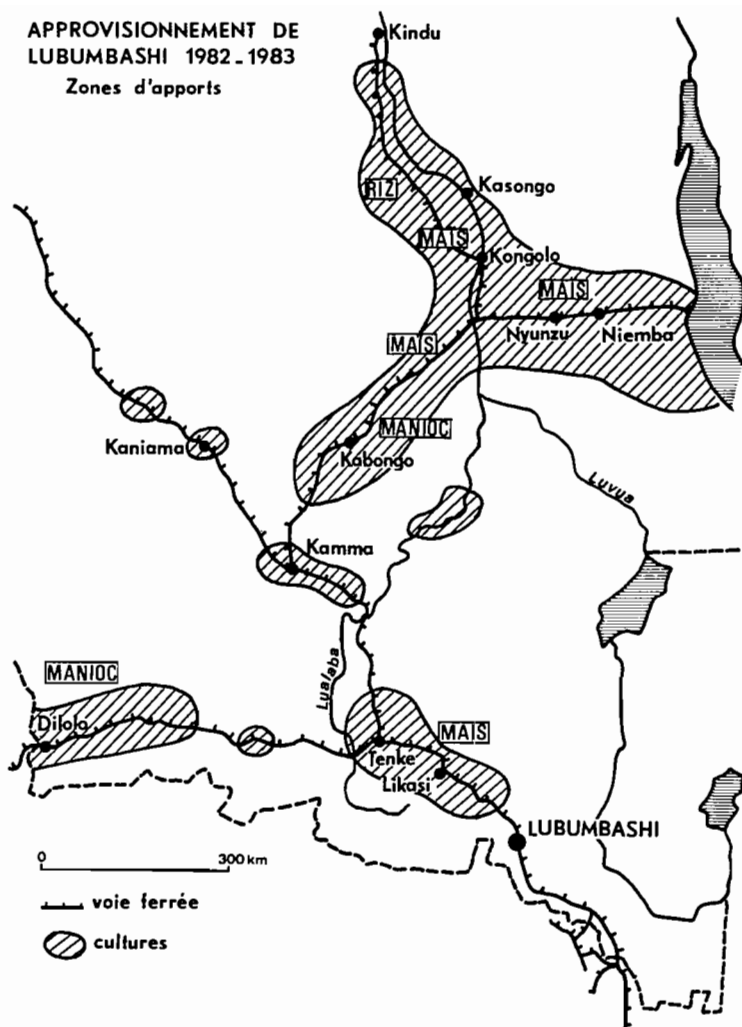
Plus généralement, des transformations importantes du régime alimentaire urbain semblent apparaître au Zaïre. Partout, le maïs prend une place de plus en plus grande. C'est une amélioration qualitative dont les conséquences sont très positives. Ce phénomène entraîne une demande accrue dans les campagnes et fait apparaître le maïs comme une culture commerciale de bon rapport.

On assiste donc, dans le monde rural, à un renouvellement dont la source est urbaine et dont profitent tout autant urbains et ruraux. Il y a là, nous semble-t-il de véritables dynamismes de développement.

APPROVISIONNEMENT DE LUBUMBASHI 1982-1983
SITUATION - LIAISONS FERROVIAIRES



APPROVISIONNEMENT DE
LUBUMBASHI 1982-1983
Zones d'apports



Flouriot Jean (1985)

Zaire : l'approvisionnement des centres urbains, la dépendance extérieure de Lubumbashi et des centres miniers du Shaba méridional

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.), Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 82-102. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X